

*La social-démocratie sous Bismarck. Histoire d'un mouvement qui changea l'Allemagne*, Anne Deffarges, L'Harmattan, 2013.

Compte rendu de Vincent Goulet

Cet ouvrage revient sur les premières années du parti socialiste allemand qui connut entre 1870 et 1890 une rapide et large expansion, alors qu'il était systématiquement combattu, voire persécuté, par le régime autoritaire du chancelier Bismarck. Le propos d'Anne Deffarges, enseignante-chercheuse en allemand à l'université de Clermont-Ferrand, est d'abord de présenter ces pages d'histoires méconnues en France mais aussi d'initier un débat sur la place de la culture dans le mouvement ouvrier.

Écrit pour un large public, d'une lecture agréable, avec de larges citations de témoignages de militants de l'époque, le livre raconte la naissance du SPD, son inscription dans un marxisme de lutte, son influence grandissante dans le monde ouvrier et sa visée révolutionnaire qui fit trembler la classe possédante d'alors.

### **La période favorable de l'unification allemande**

En 1860, les socialistes ne sont qu'une poignée dans une Allemagne encore relativement peu industrialisée et divisée en une mosaïque d'Etats sur lesquels la Prusse et l'Autriche se disputent l'influence.

À peine fondée, la sociale démocratie allemande prit le risque de l'internationalisme. Auguste Bebel et Wilhelm Liebknecht, ses deux principaux élus au Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord menée par la Prusse, refusèrent de voter les crédits réclamés par Bismarck pour mener la guerre contre la France en 1870. Un peu plus tard, celle-ci gagnée par les Prussiens et l'empire allemand proclamé, ils s'opposèrent à l'annexion de l'Alsace et de la Moselle sans le consentement des premiers intéressés. Les socialistes organisèrent des manifestations de protestation dans plusieurs grandes villes d'Allemagne, ce qui leur valu d'être traités de « sans patrie ».

Outre l'internationalisme, la perspective révolutionnaire a très tôt été affichée, avec un soutien appuyé à la Commune de Paris, que tous les dirigeants européens présentaient comme une « bande de criminels ». Ce positionnement très à gauche entraîna une brutale et durable répression du mouvement social-démocrate par Bismarck mais n'empêcha pas sa popularité grandissante, une diffusion qu'Anne Deffarges explique par les rapides et profondes transformations économiques et sociales que connut l'Allemagne à la fin du XIXème siècle : après l'unification, une période d'intense industrialisation permet la

constitution d'un important groupe ouvrier, une population jeune, d'origine paysanne, qui s'entasse dans les villes dans des conditions de vie misérables, mais qui accède à la lecture, cherche à s'organiser et s'émanciper.

### **Une classe ouvrière unie**

Contrairement aux ouvriers français, qui ont connu une industrialisation plus progressive et restent marqués par la culture encore artisanale des ateliers ou des manufactures, les ouvriers allemands se sont brutalement retrouvés dans des grandes usines aux procédés de fabrication moderne. Ainsi, d'un point de vue politique, ils sont peu sensibles aux idées utopistes et libertaires que l'on peut rencontrer en France (qualifiées un peu rudement de « socialisme des artisans », p. 193). Les socialistes allemands ne sont pas non plus divisés en autant de « chapelles » qu'en France (guesdistes, blanquistes, possibilistes, anarchistes, etc.) car n'ayant pas vécu des expériences semblables aux révolutions françaises de 1848 et 1870, ils n'ont pas eu encore l'occasion de se déchirer sur les façons de mener la révolution, ni d'être démoralisés par l'infortune de ces tentatives. Ces facteurs peuvent expliquer qu'en quelques années, le SPD devient un parti de masse de plusieurs dizaines de milliers d'adhérents et publie des dizaines de journaux et revues.

Devant cette vague de fond, Bismarck fait voter en 1878 les « lois antisocialistes » qui interdisent le parti social-démocrate et permettent de jeter ses dirigeants en prison. Cette répression ouverte, ce n'est pas véritablement un paradoxe, raffermi et unifie le mouvement ouvrier allemand.

### **Le développement par la culture et l'éducation populaire**

Interdits d'activités politiques publiques, les militants s'investissent dans la vie associative et culturelle : des clubs de gymnastiques, des chorales et des fanfares, des bibliothèques, des théâtres populaires, des associations féministes sont créés qui permettent aux ouvriers et aux ouvrières de se rencontrer et de s'instruire.

La vie sociale des ouvriers est ainsi organisée « du berceau jusqu'au cercueil », par un parti quasiment clandestin mais omniprésent. Les conférences sur les sciences, la politique, le féminisme rencontrent un vif succès (p. 130). Anne Deffarges parle d'une véritable « soif de lecture » pour expliquer l'essor de cette éducation populaire. Selon des témoignages d'époques (p. 143-150), les ouvriers lisaient de tout, notamment des romans populaires et des feuilletons, des romans naturalistes, des classiques de la littérature française ou allemande, pour en venir ensuite, au moins pour certains, à des textes politiques et théoriques. Le rôle de la presse socialiste, dont une grande partie est importée clandestinement depuis la Suisse ou l'Angleterre, est ici capital, avec ses romans-feuilletons et ses articles de fonds. Sur ce point de la *literacy*, de la culture écrite, ici populaire et socialiste, on aurait voulu que le livre donne un peu plus de détails, de chiffres et d'éléments d'objectivation. Le phénomène est surtout présenté à travers des

témoignages de militants, qui ont certainement présenté de manière un peu « enchantée » cet élan populaire vers la littérature et la théorisation politique.

L'interdiction du SPD n'empêche pas les socialistes de se présenter « sans étiquette » aux élections législatives. Ils sont de plus en plus nombreux à être élus, partageant souvent leur temps entre les sessions parlementaires et la prison. Comme on le sait, rester dans l'opposition n'est pas une mauvaise position pour grossir. En bons marxistes, les dirigeants du SPD « considéraient alors que l'heure n'était pas à la révolution ouvrière, que c'était à la bourgeoisie de succéder vraiment à la noblesse pour mettre en place une République et développer l'industrie, le systèmes bancaires et les moyens de communication. » (p. 155). L'effort des socialistes a donc été dans un premier temps de cultiver la classe ouvrière, de l'éduquer pour qu'elle soit un jour en mesure de prendre le pouvoir.

### Quelle culture pour la classe ouvrière ?

Nous abordons ici la problématique centrale du livre d'Anne Deffarges : quelle culture pour la classe ouvrière ? Les ouvriers et ouvrières doivent-ils avoir accès à la culture classique, s'approprier la « culture légitime », pour accroître leur niveau de conscience et disposer d'armes de lutte efficaces pour supplanter la bourgeoisie ou doit-on encourager la création d'une culture ouvrière spécifique, une culture populaire autonome, plus accessible, plus proche des préoccupations et des aspirations du peuple ? Celui-ci peut-il produire une culture qui soit compatible avec ses rudes conditions de vie lesquelles forgent nécessairement ses visions du monde ? En d'autres termes, si la culture est indispensable à l'émancipation, y compris politique, par quels chemins doit-elle parvenir au prolétariat et s'y enraciner ?

Les dirigeants du SPD s'inscrivent nettement dans l'*Aufklärung*, en revendiquant la démocratisation de la science et du savoir. Karl Kautsky, par exemple, proclame en 1883 que « le niveau de culture idéal requis aujourd'hui pour l'intellectuel ne doit pas être réservé à une infime minorité mais doit être le lot commun. » Et il demande que les paysans, artisans et ouvriers puissent connaître Shakespeare et Goethe, Beethoven et Mozart, Raphaël et Darwin (p. 156). Une revue, la *Neue Zeit*, est fondée pour répandre la culture parmi le peuple, en mêlant des intellectuels et des grands noms du socialisme avec des rédacteurs ouvriers. Avec un langage clair et accessible, mais rigoureux, elle devient rapidement une revue de référence du socialisme international. On le voit, il n'est pas question de créer une « culture populaire », une culture alternative ou une « contre-culture » qui puissent avoir des traits spécifiquement populaires. Au contraire, « l'ambition était plus modeste : tenter d'assimiler le meilleur de la culture existante » (p. 229) ? Mais au-delà des intentions et déclarations des dirigeants socialistes et des rédacteurs de *la Neue Zeit*, qu'en était-il vraiment des pratiques culturelles et des lectures du prolétariat de l'époque ? Le livre reste sur ce point plus discret, d'autant qu'il ne semble pas exister pour l'Allemagne d'équivalent de l'ouvrage désormais classique d'Anne-Marie Thiesse, *le Roman du quotidien* (1984), où elle détaille les pratiques des lecteurs et lectrices populaires à la Belle Époque.

## « C'est le pouvoir qui donne le savoir »

Or, comme le montre très bien Anne Deffarges, cette question de la culture et de sa relation avec le mouvement ouvrier a été âprement discutée au sein du SPD. Un des principaux leaders et fondateurs, Wilhelm Liebknecht renverse en 1872 la fameuse formule de la bourgeoisie en lutte contre l'aristocratie selon laquelle « le savoir est le pouvoir, la culture rend libre » en affirmant que « c'est le pouvoir qui donne le savoir ». Il met ainsi en garde contre l'illusion que le progrès culturel conduirait automatiquement à l'émancipation sociale et politique et insiste sur le fait que « le mouvement culturel ne pouvait se substituer au mouvement politique » (p. 164). Plus tard, dans les années 1890, alors que le SPD a pris son essor, une fraction de la petite bourgeoisie intellectuelle adhère à la social-démocratie et prétend prendre la direction du parti au nom de leurs compétences culturelles. On trouve parmi ces nouveaux venus des « socialistes de chaire » (c'est -à-dire issus du monde universitaire), des romanciers « naturalistes » ou encore des artistes anarchisants comme le courant des « Jeunes » (que l'on pourrait anachroniquement qualifier de « bohème » ou de « gauchiste »). Ces derniers cherchent en particulier à créer une littérature populaire et engagée, un art spécifiquement prolétarien, jusqu'à en faire la voie d'accès privilégiée vers la Révolution. Les responsables du parti combattent cette « tendance artistique du socialisme » en affirmant que l'art et la culture sont indépendants des classes sociales. Ainsi, pour Rosa Luxemburg et Franz Mehring, « ni littérature prolétarienne, ni littérature bourgeoise, la littérature doit être libre et simplement humaine » (p. 209). Tolstoï et Balzac valent mieux, selon le fameux mot de Friedrich Engels, que « tous les Zola passés, présents et à venir ». Le courant des « Jeunes » sera finalement évincé du SPD en 1896-97.

## Une impossible culture populaire autonome ?

Il est vrai que les romanciers naturalistes forçaient le trait et représentaient plutôt le « lumpenprolétariat dépravé » qu'ils rencontraient dans la rue et les cafés que les ouvriers et ouvrières au travail (p. 208 et 209). Mais ils avaient aussi l'ambition d'écrire dans une langue proche du peuple, en recourant aux formules dialectales ou à l'argot, en tentant de travailler une langue spécifiquement populaire. Sur les scènes des théâtres populaires libres, souvent animées par les partisans des « Jeunes » comme Bruno Wille, sont présentés les grands enjeux de la vie et de la société d'une autre façon que le théâtre classique. Il n'en reste pas moins un problème de fond : ces nouvelles formes artistiques ou littéraires ne sont pas non plus directement produites par les membres des classes populaires.

Qui peut alors parler au nom du peuple ? Qui peut légitimement exprimer et mettre culturellement en forme l'expérience vécue des membres des classes populaires ? Paul Lafarge était bien convaincu que seul pouvait écrire un « véritable roman social » quelqu'un qui avait « senti dans sa propre chair les griffes et les morsures du monstre » de

l'exploitation économique. Mais il pensait dans le même temps qu'un tel auteur était improbable : les ouvriers n'avaient pas les forces et les ressources nécessaires pour se lancer en littérature, si bien « le roman social était forcément écrit par des gens qui ne participent pas à la vie des ouvriers salariés, et ne la voient que de l'extérieur » (p. 220).

La porte de la culture populaire autonome se referme alors sur le constat d'une impossibilité considérée comme ontologique : un véritable prolétaire n'a pas le temps et les compétences pour écrire, un véritable écrivain doit disposer de temps et de disponibilité, de cet *otium* qui en fait autre chose qu'un prolétaire. La classe dominée économiquement et politiquement ne peut être que dominée culturellement, on lui refuse de produire une culture qui lui ressemble, ce qui conduit finalement à abandonner une grande part de la production des biens culturels populaires à l'économie capitaliste, à ces marchands qui sauront tirer profit d'une « culture commerciale », adaptée aux attentes supposées du prolétariat.

Sur cette contradiction fondamentale entre la définition légitime de la culture, comme production d'une civilisation à travers l'effort de ses meilleurs esprits, et sa définition anthropologique, comme mise en forme partagée des expériences vécues, la culture populaire de gauche ne cesse de se briser. Près d'un siècle après la période dont il est ici question, le sociologue américain Hebert Gans estimait que les membres de la société qui sont moins aisés et moins éduqués ont le droit d'avoir des goûts peu intellectuels et une culture « qui renvoie à leur propre expérience » (*Popular Culture and High Culture*, 1974). Il a abondamment été critiqué par d'autres activistes américains, comme Christopher Lash, qui ne concevaient une contre-culture que « de qualité » (*Mass Culture reconsidered*, 1981). Pourtant, pour reprendre sa formule incisive : les pauvres n'ont-ils pas droit à leur propre culture, comme n'importe qui ?

Loin d'être clos, le débat des socialistes allemands sur la place de la culture au sein du peuple rappelle qu'on ne saurait réduire celle-ci à l'expression d'expériences individuelles et collectives dans un cadre de références historiquement situé. La culture apparaît plutôt être un processus politique qui se déploie dans un système social en tension, où les silences et les attentes des uns cherchent à être comblés, avec plus ou moins de pertinence, par les propositions des autres. C'est la difficulté même de dire et de trouver les formes culturelles adéquates à la restitution des expériences vécues qui permet d'engager, au-delà des frontières du seul groupe social concerné et dans la dialectique du représentant et du représenté, un véritable travail de production symbolique qui concerne toute la société. En ce sens, par le creusement qu'elle opère dans le discours du maître par la faiblesse même de ses capacités d'expression de soi, la classe ouvrière reste le moteur de l'histoire.